

G/S

N° 29 COM/19
DU 15/02/2019

ARRET COMMERCIAL

CONTRADICTOIRE

CHAMBRE PRESIDENTIELLE

AFFAIRE :

SOCIETE DE GRAVIER ET DE
BETON (S.G.B)

(SCPA ABEL KASSI, KOBON &
ASSOCIES)

C/

BANQUE NATIONALE
D'INVESTISSEMENT « BNI »

(SCPA BILE-AKA – BRIZOUA-
BI & ASSOCIES)

REPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

COUR D'APPEL D'ABIDJAN- COTE D'IVOIRE

CHAMBRE PRESIDENTIELLE

AUDIENCE DU VENDREDI 15 FEVRIER 2019

La Cour d'Appel d'Abidjan Chambre Présidentielle,
séant au Palais de Justice de ladite ville, en son audience
publique ordinaire du **vendredi quinze Février deux mil dix
neuf**, à laquelle siégeaient :

Monsieur **ALY YEO**, Premier Président,
PRESIDENT ;

Monsieur **AFFOUM HONORE JACOB** et Monsieur
KOUADIO CHARLES WINNER, Conseillers à la Cour,
MEMBRES ;

Avec l'assistance de Maître **OUATTARA DAOUDA**,
Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE : LA SOCIETE DE GRAVIER ET DE BETON (S.G.B),
société à responsabilité limitée au capital de 50.000.000 de
francs CFA, inscrite au registre du commerce et du crédit
mobilier sous le numéro CI-ABJ-2013-M-177766, sise à
Abidjan Cocody les Deux Plateaux, Versants II, non loin de
l'école Commandant SANON, 01 BP 1984 Abidjan 01,
agissant aux poursuites et diligences de **Monsieur BAJLA
ANSU KRISHNA KIMAR**, son Gérant, demeurant en cette
qualité au siège de ladite société ;

APPELANTE

Représentée et concluant par la SCPA Abel KASSI,
KOBON et Associés, Avocat à la Cour, son conseil ;



D'UNE PART

ET : La Banque Nationale d'Investissement, en abrégé **BNI**, Société d'Etat au capital de vingt milliards cinq cent millions (20 500 000) de francs CFA, régie par la loi n° 97-519 du 04 septembre 1997, le Décret n° 98-11 du 14 Janvier 1998 et les statuts de ladite Société tels que modifiés par Décret n° 2014-188 du 19 Février 2004, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-1998-B-229 343, inscrite sur la liste des Banques en Côte d'Ivoire sous le n° C1092 V, Compte Contribuable numéro 6000090 A, dont le siège est à Abidjan-Plateau, Avenue Marchand Immeuble SCIAM, 01 BP 670 Abidjan 01, représentée par son Directeur Général par intérim, **Monsieur Eugène Kassi N'DA**, demeurant en cette qualité au siège ;

INTIMEE

Représentée et concluant par la SCPA BILE-AKA, BRIZOUA-BI et Associés, Avocat à la Cour, son conseil ;

D'AUTRE PART

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, statuant en la cause, en matière commerciale a rendu le jugement N°3605/2017 du 08 Mars 2018 enregistré au Plateau le 18 Mai 2018 (reçu : dix-huit mille francs) aux qualités duquel il convient de se reporter ;

Par exploit en date du 30 Mars 2018, LA SOCIETE DE GRAVIER ET DE BETON (SGB) a déclaré interjeter appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné LA BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT (BNI) à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du vendredi 13 Avril 2018 pour entendre annuler, ou infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le N° 630 de l'an 2018 ;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le 16 Novembre 2018 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du 28 Décembre 2018, délibéré qui a été successivement prorogé au 08 puis 15 Février 2019 ;

Advenue l'audience de ce jour, 15 Février 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Considérant que par exploit d'huissier en date du 30 mars 2018, la SOCIETE DE GRAVIER ET DE BETON dite S.G.B Sari, agissant aux poursuites et diligences de Monsieur BAJLA ANSU KRISHNA KIMAR, son Gérant, et ayant la SCPA Abel KASSI, KOBON et Associés, Avocats à la Cour, pour conseils, a assigné la BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT dite BNI en appel du jugement commercial contradictoire RG N°3605/2017 rendu le 08 mars 2018 par le Tribunal de Commerce d'Abidjan statuant qui, en la cause, a statué ainsi qu'il suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement, en premier ressort ;

Dit la demande reconventionnelle de la BNI irrecevable ;

Déclare l'opposition de la Société Gravier et Béton dite SGB recevable ;

Dit la SGB mal fondée en son opposition ;

La condamne à payer à la BNI la somme de 2.304.879.326 F CFA au titre de la créance ;

Dit que la présente décision est assortie de l'exécution provisoire nonobstant toute voie de recours ;

Condamne la SGB aux entiers dépens de l'instance, dont distraction au profit de la SCPA BILE-AKA-BRIZOUABI, Avocats aux offres de droit. » ;

Considérant que des énonciations du jugement attaqué et des pièces du dossier de la procédure, il ressort que suivant convention de crédit en date du 1^{er} juillet 2015 la BANQUE NATIONALE

D'INVESTISSEMENT dite BNI a ouvert dans ses livres une ligne de crédit d'un montant de deux milliards deux cent soixante-quinze millions (2.275.000.000) de francs en principal au profit de la SOCIETE DE GRAVIER ET BETON dit SGB, Sari, pour une durée de soixante (60) mois ;

Que ladite société a consentie à la BNI plusieurs garanties dont un Engagement de domiciliation irrévocable du produit de la vente des graviers sur le compte N°05171360001 ouvert dans les livres de celle-ci ;

Que la convention a stipulé que toutes les sommes dues en principal, intérêts, commissions, frais ou accessoires par l'emprunteur deviendront exigible, notamment :

- « A défaut d'exécution d'un seul engagement pris par l'emprunteur, sous les intitulés «REMBOURSEMENT», ENGAGEMENT de L'EMPRUNTEUR », « CONFIDENTIALITE » ;

- « En cas de non-respect des engagements stipulés au contrat ou d'événements mettant gravement en cause le remboursement du crédit/ou la solvabilité de l'emprunteur, ou à défaut de paiement d'une quelconque somme exigible » ;

Que la BNI estimant que la S.G.B n'a pas respecté ses engagements contractuels faute d'avoir reversé dans le compte N°05171360001 ouvert dans ses livres les produits de la vente de graviers pour faciliter le remboursement du prêt a, par requête en date du 07 novembre 2017, saisi la juridiction présidentielle du Tribunal de Commerce d'Abidjan pour s'entendre enjoindre la société S.G.B à lui payer sa créance ;

Que faisant droit à sa demande, ladite juridiction, par ordonnance d'injonction de payer n°3862 en date du 09 novembre 2017 signifiée le 24 novembre 2017, a condamné la société S.G.B à lui payer la somme de 2.304.879.326 F CFA ;

Que par exploit d'huissier en date du 08 décembre 2017, la société S.G.B Sari a formé opposition contre ladite ordonnance devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan;

Qu'en la forme, elle a plaidé, par le canal de ses conseils, la nullité de l'exploit de signification de l'ordonnance d'injonction de payer pour dit-elle, omission de certaines mentions et rajout de frais non prescrits par

l'article 8 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Qu'au fond, contredisant la BNI, elle a argué que la créance poursuivie est contestable tant dans son principe, dans sa liquidité que dans son exigibilité faute pour cette banque d'avoir fait la preuve de ses allégations, notamment, la mise en place effective du prêt ;

Considérant qu'en réplique, la BNI a articulé, en ce qui concerne, l'exploit de signification querellé qu'il contient toutes les mentions prescrites par la loi ; que, contrairement à la lecture de la demanderesse à l'opposition, l'article 8 précité ne sanctionne pas les mentions portées en trop sauf à faire la preuve d'un préjudice découlant de l'ajout des frais de procédure ;

Qu'en ce qui regarde la créance litigieuse, elle a fait valoir ladite créance est matérialisée par la convention de prêt en date du 1^{er} juillet 2015 et, sa réclamation créance fait suite à la clôture juridique du compte de la demanderesse à l'opposition intervenue le 14 août 2018 ;

Considérant que le Tribunal de Commerce statuant sur les mérites de l'opposition, a débouté la société S.G.B en énonçant que l'exploit critiqué contient toutes les mentions prescrites par l'article 8 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ;

Qu'en ce qui concerne créance poursuivie, ledit tribunal jugé qu'elle est matérialisée par une convention de prêt signée des parties et rendue immédiatement exigible par le clôture du compte régulièrement notifiée à la demanderesse à l'opposition ;

Considérant que la société S.G.B Sari a relevé appel de ce jugement dont elle sollicite l'infirmerie pure et simple ;

Qu'elle expose au soutien de son appel, qu'en vertu de la convention crédit sus indiqué, la BNI a promis mettre à sa disposition une ligne de crédit d'un montant de 2.275.000.000 F CFA destinée à l'acquisition de matériels d'exploitation de carrière ;

Que l'article 3 de ladite convention stipulait que les fonds seront mis en place sous réserve de la constitution des garanties prévues à l'article 5 ;

Que la BNI peintera, cependant, à fournir les relevés de compte et autres documents utiles à la mise en place du prêt ;

Que, c'est dans ce contexte que, contre toute entente, elle s'est vue signifier par celle-ci l'ordonnance d'injonction de payer n°3862/2017 du 09 novembre 2017 par exploit d'huissier en date du 24 novembre 2017;

Qu'elle estime d'ailleurs que ledit exploit, en ce qu'il enfreint les dispositions de l'article 8 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, encourt la nullité en raison de la mention tant des droits et émoluments de l'avocat que ceux de l'huissier de justice qui ne sont aucunement non prévus ce texte ;

Qu'en ce qui concerne la créance litigieuse, elle relève que la BNI n'a produit à l'appui de sa requête ni relevé de compte attestant du fonctionnement du compte courant, ni la preuve de la mise en place effective du prêt, ni la lettre de clôture de compte émanant de son directeur général ;

Que ladite créance, au demeurant, inscrite dans un compte courant non clôturé, n'est ni certaine ni liquide ni exigible, de sorte que son recouvrement ne peut être poursuivi selon la procédure d'injonction de payer ;

Qu'elle prie en conséquence la Cour d'infirmier le jugement attaqué en toutes ses dispositions ;

Qu'elle produit des pièces ;

Considérant qu'en réplique, la BNI concluant, par le canal de la SCPA BILE, AKA, BRIZOUA-BI et Associés, ses conseils, résiste à l'action et sollicite, pour sa part, la confirmation du jugement querellé ;

Qu'elle explique, en effet, que le prêt accordé à société S.G.B a bien été mis en place après la constitution des garanties demandées, notamment l'engagement de domiciliation du produit de vente des graviers sur un compte spécial ;

Que l'assertion de l'appelante tendant à faire croire que le prêt n'aurait pas été débloqué est dénuée de tout fondement ;

Qu'elle fait observer que, dès le début de leur accord, l'appelante a refusé d'exécuter de bonne foi l'engagement de remboursement de sa dette, de façon qu'elle a été amenée à lui adresser une lettre de relance le 20 juin 2017, lettre dans laquelle elle dénonçait l'absence de versement du produit de vente des graviers sur le compte y dédié ;

Que l'appelante qui n'a formulé aucune protestation contre ladite lettre n'a cependant pas repris les versements sur ledit compte et n'a pas non plus effectué le moindre remboursement ;

Que lassé par l'inertie et la mauvaise foi contractuelle de l'appelante, elle a clôturé le compte de celle-ci, le 14 août 2017, et lui a adressé une mise en demeure de payer, par lettre datée du 17 août 2017, laquelle est restée sans suite ;

Qu'abordant les griefs de forme soulevés par l'appelante, elle relève que l'exploit en date du 24 novembre 2017 portant signification de l'ordonnance d'injonction de payer n'encourt aucune nullité car toutes les mentions prescrites par l'article 8 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrements et des voies de recouvrement y figurent ;

Que s'agissant des mentions relatives aux frais, droits et émoluments fixés par la loi et dont l'acquittement est obligatoire pour le débiteur condamné, elles ne sont interdites par l'article 8 précité ;

Qu'au fond, elle argumente la créance litigieuse présente un caractère absolument certain, liquide et exigible étant matérialisée par la convention de prêt signée des parties le 1^{er} juillet 2015 et dont la violation a entraîné la clôture régulière du compte courant ouvert au bénéfice de l'appelante dans ses livres ;

Qu'elle produit des pièces ;

Considérant que ses ultimes conclusions, la S.G.B articule que le caractère litigieux d'un droit disparaît lorsque le défendeur reconnaît le bien fondé des prétentions du demandeur et offre de s'acquitter de sa dette dans un cadre transactionnel ;

Qu'au demeurant, l'acquiescement et les offres de paiement faites par le débiteur et accepté par le créancier emportent extinction de l'action ;



Qu'en l'espèce fait-elle savoir, les parties, par l'intermédiaire de leur conseil, se sont rapprochées, pour la restructuration du solde du compte courant et son apurement sur trente six (36) mois ;

Que la preuve de sa bonne foi résulte de plusieurs versements effectués qui n'ont pas été refusés par sa créancière ;

Que d'ailleurs, les conseils respectifs des parties ont déjà élaboré un acte d'Avocats soumis à leur appréciation ;

Que dès lors, le présent contentieux est éteint et elle prie la Cour d'en tirer les conséquences ;

Qu'elle produit des pièces ;

SUR CE

En la forme

Sur le caractère de la décision

Considérant que la BNI a conclu ; qu'il convient alors de statuer par décision contradictoire ;

Sur la recevabilité

Considérant que l'appel de la société SGB Sari doit être déclaré recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai prescrits par la loi ;

Au fond

Sur la nullité de l'exploit de signification de l'ordonnance d'injonction de payer

Considérant qu'aux termes de l'article 8 alinéa 1 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrements et des voies d'exécution « *à peine de nullité, la signification de la décision portant injonction de payer contient d'avoir : soit à payer au créancier le montant de la somme fixée par la décision ainsi que les intérêts et frais de greffe dont le montant est précisé.* » ;

Considérant qu'en l'espèce, la société S.G.B, Sari excipe de la nullité de l'exploit de signification en date 24 novembre 2017 motif pris

de la mention de droits et émoluments d'avocat et d'huissier de justice non prévues par l'article 8 précité ;

Mais considérant le texte sus visé ne sanctionne de nullité que l'omission des mentions obligatoires et non pas le rajout d'autres mentions ;

Qu'en l'espèce, il appert de l'examen de l'acte incriminé qu'il contient toutes les mentions prescrites, à peine de nullité ;

Qu'il s'ensuit le moyen de l'appelante n'est pas fondé et doit être rejeté ;

Sur le caractère de la créance

Considérant que l'article 1^{er} de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose que : « *Le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandée par la procédure d'injonction de payer.* » ;

Qu'en l'espèce, il est constant que la créance de la BNI à l'égard de la société S.G.B, Sari résulte de la convention de crédit en date du 1^{er} juillet 2015 et s'élève, en principal, à 2.275.000.000 F CFA ;

Considérant que cette créance dont le décaissement effectif résulte aisément des pièces du dossier de la procédure, notamment du billet à ordre en date du 16 juillet 2016, est par ailleurs formellement reconnue par l'appelante qui propose à sa créancière un paiement échelonné sur trente-six mois (36) mois ;

Qu'il suit de là que la créance réclamée est certaine, liquide et exigible comme étant incontestable, déterminé dans son quantum et due, la S.G.B étant déchue du terme conventionnel en raison du non-respect des clauses contractuelles ;

Considérant par ailleurs qu'il est acquis que le montant principal de la créance a été arrêté, après clôture du compte courant, à la somme de 2.134.735.957 F CFA;

Que cette somme a été majorée des sommes de 129.526.407 F CFA au titre des intérêts conventionnels, de 27.603.321 F CFA au titre des

intérêts légaux échus au 31 octobre 2017, de 12.952.641 au titre des agios et taxe, de 61.000 F CFA au titre frais de procédure ;

Qu'ainsi le montant total de la créance de la BNI s'élève à 2.304.879.326 F CFA;

Que de tout ce qui précède, il résulte que la premier juge a bien apprécié les éléments de la cause et fait une juste application de la loi ;

Il s'ensuit que sa décision mérite d'être confirmée ;

Sur les dépens

Considérant que l'appelante succombe ; qu'il convient de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant en audience publique, par décision contradictoire, en matière de voies d'exécution et en dernier ressort ;

Déclare la SOCIETE DE GRAVIER ET DE BETON dite S.G.B recevable en son appel relevé du jugement commercial contradictoire RG N°3605/2017 rendu le 08 mars 2018 par le Tribunal de Commerce d'Abidjan ;

L'y dit mal fondée ;

L'en déboute ;

Confirme ledit jugement entrepris en toutes ses dispositions ;

Condamne l'appelante aux dépens ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel d'Abidjan, les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.

CPFH Plateau
Poste Comptal le 8003

LCI
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Droit *LAG*
Hors Délai *20000*
Recu la somme de *Vingt quatre mille francs*
Quittance n° *0329702* et *1*
Enregistré le *1-1 DEC 2019*
N° de Vol. *45* Folio *21* Bord *659* *190810*

Le Receveur

Le Chef de Bureau du Domaine,
de l'Enregistrement et du Timbre

Le Conservateur